

L'EUROPE FERMÉE DE L'INTÉRIEUR

LE 6 JUIN 2012 THOMAS DESZPOT

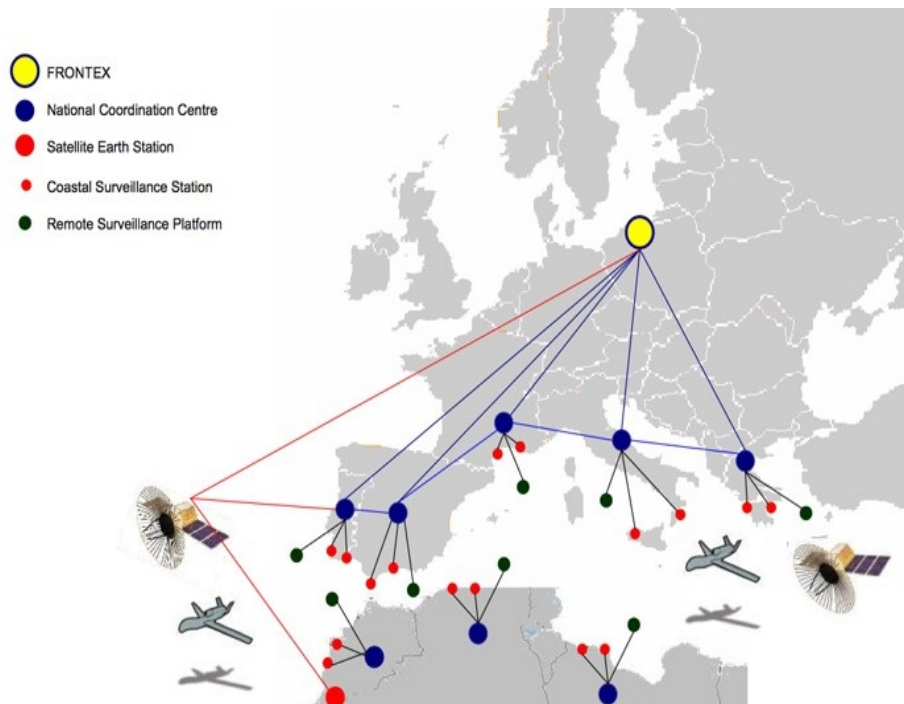
Deux chercheurs mettent en évidence les graves dérives des contrôles aux frontières de l'Union européenne, dans une étude à paraître le 26 juin prochain. Pour lutter contre l'afflux de migrants provoqué par le Printemps arabe, la Commission européenne met en oeuvre un renforcement sécuritaire débridé. Avec de drôles de technologies de surveillance.



Pour gérer les flux migratoires et surveiller ses frontières, l'Europe s'érige en forteresse. C'est la conclusion de deux chercheurs qui rendront publique le 26 juin une étude sur les frontières de l'Union Européenne, réalisée pour le **Heinrich Böll Stiftung**, un institut allemand proche du parti des Verts. Dans une première version du rapport que s'est procuré *Owmi*, **Mathias Vermeulen** et **Ben Hayes**, mettent en évidence la politique du tout sécuritaire vers laquelle s'oriente l'UE en matière de flux migratoires, et, surtout, la surenchère technologique qui l'accompagne.

Depuis 2005, l'Europe s'est dotée d'une force d'intervention spécialement dédiée à ces missions : l'agence **Frontex**. Basée à Varsovie, elle peut compter sur le soutien financier de l'UE, qui intervient à hauteur de 676 millions d'euros pour la période 2008-2013. Organe majeur dans la régulation de l'immigration, l'agence agit à travers tout le continent grâce à des moyens matériels considérables. En février 2010, l'agence comptait **113 navires, 25 hélicoptères et pas moins de 22 avions**.

Depuis plus d'un an, les révoltes arabes font craindre aux dirigeants du vieux continent un afflux massif de migrants, en provenance notamment du Maghreb. Très sollicitée en Méditerranée, où elle effectue une surveillance maritime permanente, l'agence Frontex tente de contrôler l'arrivée des migrants. Mais son action se concentre également à l'est de l'Europe. L'un des exemples le plus frappant concerne **la frontière slovaco-ukrainienne** où sur une centaine de kilomètres, ce sont près de 500 caméras qui sont déployées. Elles viennent épauler les 850 policiers qui guettent l'entrée des migrants vers l'espace Schengen. L'investissement est colossal : sécuriser un kilomètre de frontière représente ici un million d'euros.



Pourtant, la Commission européenne ne souhaite pas s'arrêter là. En septembre 2011, elle a **renforcé les moyens** de Frontex, qui peut désormais investir dans des équipements à sa seule disposition et déployer ses propres équipes de gardes-frontières. Pour tenter d'endiguer l'immigration illégale, l'agence peut aussi mobiliser une partie de ses forces au delà des frontières européennes. Des **accords de coopération** sont passés avec différents pays africains : les bateaux de Frontex sont ainsi autorisés à arpenter les côtes sénégalaises ou mauritaniennes.

Pour compléter les dispositifs existants, le projet **Eurosur** est dans les cartons de la Commission depuis 2008, avec l'objectif de "limiter le volume de ressortissants de pays tiers pénétrant illégalement sur le territoire de l'UE." Pour Matias Vermeulen et Ben Hayes qui l'ont étudié en détail, les conclusions sont sévères.

“

Le système Eurosur et le développement de "frontières intelligentes" représente la réponse cynique de l'Union européenne au Printemps arabe. Il s'agit là de deux nouvelles formes de contrôle européen des frontières [...] pour stopper l'afflux de migrants et de réfugiés (complétés par des contrôles à l'intérieur même de l'espace Schengen). Pour y parvenir, les ministres de l'Intérieur d'un certain nombre de pays sont même prêts à accepter la violation de droits fondamentaux.

”

Des drones

La mise en place d'Eurosur – qui devrait, selon les chercheurs, être actée dans l'année par le Parlement européen – doit permettre d'exercer un contrôle accru aux frontières, mais également à l'intérieur de l'espace Schengen. Sont visés les migrants illégaux et ceux entrés en situation régulière mais avec un visa expiré, communément appelés "over-stayers". Prévu pour agir en complément et en collaboration avec Frontex, Eurosur devrait être doté de moyens technologiques de pointe dans la surveillance, avec notamment des drones qui survoleront les eaux de la Méditerranée. En février 2008, le message porté devant l'Union par Franco Frattini, commissaire en charge de la Justice et des Affaires Intérieures résuait à lui seul les orientations politiques à venir concernant l'immigration, comme la souligne **la Cimade** dans un de ses **rapports**.

“

Recourir aux technologies les plus avancées pour atteindre un niveau de sécurité maximal.



Parmi ces avancées technologiques figure par exemple la biométrie. Le concept de “*frontière intelligente*” présenté par la Commission européenne met en avant la reconnaissance de toute personne transitant à l’intérieur des frontières de l’UE, de manière à pouvoir vérifier si sa présence sur le territoire européen est légale.

À ce titre, le rapport des deux chercheurs pointe du doigt ce qui pourrait devenir “*l’une des plus vastes bases de données pour les empreintes digitales à travers le monde.*” Ce fichier global et centralisé se cache derrière l’acronyme **RTP**, pour “*registered traveller programme*” (littéralement “*programme d’enregistrement des voyageurs*”).

Derrière cette volonté incessante de renforcer la sécurité et la surveillance, l’ombre de sociétés privées se dessine. Via les projets de recherche et développement et la mise en place des différents systèmes évoqués ci-dessus, les instances européennes financent de nouveaux marchés, promis aux industries de l’armement. Ces investissements portent en majorité sur du matériel dont les fonctions premières sont d’ordre militaires (drones, caméras thermiques très haute définition...). En 2008 par exemple, le **Commissariat à l’énergie atomique** a reçu 2,8 millions d’euros pour développer des “*outils pour l’inspection non destructive d’objets immergés grâce, principalement, à des capteurs de neutrons*”. C’est ainsi qu’est né le projet **Uncoss**, dont on peut lire sur le site qui lui est dédié qu’il oeuvre à la protection des voies d’eau, jugées “*très exposées aux attaques terroristes*”.



LES EURODÉPUTÉS ONT LA BIOMÉTRIQUE

Une dizaine d’eurodéputés demandent à la Commission européenne d’apporter les preuves de l’efficacité des passeports ...

De grands groupes industriels profitent eux aussi des fonds européens dans le cadre de projets de recherche. **Thalès** a entre autres touché 1,6 millions d’euros pour mettre en place le **système Simtisys**, chargé du “*contrôle de la pêche, de la protection de l’environnement et du suivi des petits bateaux*”. Autre grand groupe français, Sagem a de son côté reçu 10 millions d’euros pour le lancement d’**Effisec**, un programme de renforcement des postes frontières. Parmi les objectifs affichés, “*améliorer la sécurité et l’efficacité des points de contrôle*” et “*améliorer les conditions de travail des surveillants aux frontières*” .

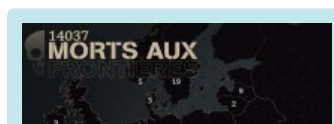
En se basant sur les dépenses déjà engagées, les deux chercheurs estiment le coût global de ces frontières intelligentes à 2 milliards d’euros au minimum, soit le double du montant prévu par la Commission européenne. Ils soulignent *a contrario* les moyens réduits dont dispose le **Bureau européen d’appui en matière d’asile**. Son budget est en effet neuf fois inférieur à celui de l’agence Frontex.



Tel qu’il est développé actuellement, le cadre législatif et financier du projet Eurosur revient à donner un chèque en blanc à l’agence Frontex. La Commission européenne continue elle à financer la recherche et le développement grâce aux fonds de l’UE, en attendant de trouver quelque chose qui fonctionne.



Violences



Le durcissement de la politique migratoire européenne intervient également dans un contexte de drames à répétitions. Porte d’entrée vers l’Europe, l’île italienne de



[APP] MÉMORIAL DES MORTS AUX FRONTIÈRES DE L'EUROPE

Plus de 14 000 réfugiés sont "morts aux frontières" de l'Europe depuis 1988. Afin de mesurer l'ampleur de cette "guerre ...

Lampedusa a été le théâtre de nombreux accidents lors des derniers mois. Parmi les milliers de migrants qui prennent la mer, tous n'ont pas la chance d'arriver sains et saufs. Depuis 1988, **plus de 18 000 personnes** seraient mortes en tentant de rallier l'Europe. Développés pour améliorer le contrôle des frontières, Frontex et le futur Eurosur visent aussi à protéger les migrants. Dans les faits pourtant, ces politiques sécuritaires semblent ne pas tenir compte de la dimension humaine de telles opérations. Des violences sont souvent à déplorer, décrites par le réseau d'associations **Migreurop** dans une **étude** datée de novembre 2010.



Ces opérations – visant à renvoyer dans leur pays d'origine des personnes contre leur gré– sont souvent sources de violences. Il est rare de pouvoir recouper des informations sur leur déroulement, puisque les personnes sont éloignées de force et qu'on ne connaît généralement pas le sort qui leur est réservé à l'arrivée. Il est donc difficile d'établir ou de maintenir avec elles un contact. Cependant, régulièrement, certains témoignages d'expulsés font état de violences se traduisant par des humiliations, des insultes, de l'agressivité, des coups jusqu'au tabassage durant les tentatives d'embarquement.



Par ailleurs, le respect du droit d'asile pose lui aussi problème. Suite à leur interception, il n'existe pas aujourd'hui de distinction claire entre les migrants pour raisons économiques et ceux qui fuient des violences. Catherine Teule souhaiterait que les migrants "puissent bénéficier d'un entretien individuel à leur arrivée afin de comprendre leur situation". La vice-présidente de l'**Association européenne pour la défense des droits de l'homme** nous a en effet expliqué que le droit d'asile n'est pas suffisamment respecté à l'échelle européenne, et réclame un contrôle plus strict.



Les problème que posent ces opérations, c'est le manque total de transparence, aucun observateur extérieur n'intervient.



Jurisprudence américaine

Ces orientations ne sont pas sans rappeler l'exemple américain. Lancé en 2006, le **SBI-net** (pour *Secure Border Initiative Network*) a coûté 3,7 milliards de dollars, avant d'être **annulé en 2010**. Ce projet piloté par l'entreprise Boeing devait permettre un contrôle intensifié aux frontières canadiennes et surtout mexicaines.

Avec la construction d'un réseau de 1800 tours, équipées de capteurs, caméras, détecteurs de chaleur et de mouvement. Pour justifier ce retour en arrière du gouvernement américain, la secrétaire américaine à la Sécurité intérieure Janet Napolitano a avancé le **manque d'efficacité** du système.



"LA LIBERTÉ DE CIRCULATION S'IMPOSE COMME UNE ÉVIDENCE"

Pour Claire Rodier, juriste au Gisti et présidente du réseau, la liberté de circulation s'impose comme une évidence au ...

“

Ce projet a dépassé les budget prévus et pris du retard. Il n'a pas fourni un retour sur investissement qui permette de le justifier. Nous allons désormais réorienter ces ressources vers des technologies déjà éprouvées et adaptées à chaque région frontalière, pour mieux répondre aux besoins des patrouilles sur place.

”

Les failles soulevées outre-atlantique ne semblent pas infléchir les politiques européennes. La question des frontières a resurgi ces derniers mois au sein de l'UE, avec une remise en cause récurrente de l'espace Schengen. Aux Pays-Bas, **le projet @MIGO-BORAS** actuellement en préparation va se concentrer sur les frontières avec l'Allemagne et la Belgique. Des caméras de surveillance placées à une quinzaine de points stratégiques auront pour mission de faciliter le repérage des "illégaux".

Ces sujets ont aussi animé la campagne présidentielle française : le 11 mars à Villepinte, Nicolas Sarkozy s'en est pris aux accords de Schengen qu'il a appelé à **réformer**.

“

Il y a urgence, car il n'est pas question que nous acceptions de subir les insuffisances de contrôle aux frontières extérieures de l'Europe.

”

Réplique

La politique migratoire menée au sein de l'UE suscite de vives réactions à travers l'Europe. Les associations d'aide aux migrants déplorent des mesures qui constituent à leurs yeux une entrave aux libertés humaines. C'est le cas de Migreurop qui pointe **dans ses travaux** la violation de la **convention de Genève**, laquelle est censée garantir le principe de non refoulement des migrants. Face à ses collègues eurodéputés, Daniel Cohn-Bendit **s'en est pris violemment** aux déclarations de Nicolas Sarkozy et Silvio Berlusconi, qui ont signé une **lettre commune** pour la révision de Schengen.

“

En acceptant ce débat sur Schengen, en acceptant les pressions populistes, en acceptant le racisme, vous savez ce que va être un contrôle de frontières, si on le fait ? Ca va être un contrôle facial. [...] Tous ceux qui seront bronzés, qui seront différents, eux ils vont se faire contrôler. Et on va faire une Europe à la carte: les blancs ça rentre, les bronzés ça rentre pas.

”

DNI ANTYFRONTEXOWE

EURO APARTHEID 2012:
ZADNA PODRÓZ NIE JEST NIELEGALNA!!!
MAJ WARSZAWA 18-23



Les opposants à Frontex tentent eux-aussi de faire porter leur voix : une opération “**Anti-Frontex days**” (*journées anti-Frontex*) s’est tenue du 18 au 23 mai à Varsovie, où est situé le siège de l’agence. Les militants mobilisés souhaitaient alerter l’opinion publique et faire part de leur colère face aux expulsions de migrants qui se poursuivent à travers l’Europe. Cette année, ils se sont servis de l’euro de football -organisé conjointement par la Pologne et l’Ukraine- comme d’une **tribune**.

L’avenir des frontières européennes est désormais entre les mains du Parlement européen. Si le projet Eurosur est appliqué en l’état, l’Europe pourrait bien se condamner à vivre enfermée.

Photographie par **Bruno Arbesu via Picture Tank** © tous droits réservés
Barrière frontalière entre L’Espagne et le Maroc à Ceuta. De l’autre côté des barbelés, c’est le Maroc. Ceuta, Espagne, 2002

LUDO

le 6 juin 2012 - 12:28 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bonjour,

dans le début de votre article, vous dites que Frontex est basé à Varsovie. Cependant, sur la carte de l’Europe, Frontex à l’air d’être plus à Gdansk qu’à Varsovie.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N’AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

THOMASDESZPOT

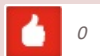
le 6 juin 2012 - 12:37 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



L’agence Frontex est bel et bien basée à Varsovie, contrairement à ce que pourrait laisser entendre la carte.

La source : sur le site de l’agence (<http://www.frontex.europa.eu/contact/>)

VOUS AIMEZ



0

VOUS N’AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

MARC

le 6 juin 2012 - 17:06 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bonjour Thomas, votre article est très intéressant. Je suis originaire de la Suisse et j’habite maintenant en France. J’ai bien aimé votre commentaire “La politique migratoire menée au sein de l’UE suscite de vives réactions à travers l’Europe.” et je ne pourrais être plus d’accord! Et oui, comme vous le dites le printemps arabe a certainement “accélérer” la migration mais une migration était également survenu lors de l’entrée en vigueur de la zone Euro... ce sera certainement intéressant de voir la suite des choses. Bonne fin de journée!

VOUS AIMEZ



0

VOUS N’AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

JULIEN

le 6 juin 2012 - 17:37 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bonjour,

*Il ne faut pas voir les chose à si court terme.
Les régimes qui étaient en place dans ces pays ne faisaient qu'inciter la population à fuir et se réfugier en Europe.*

Il n'y a que par l'amélioration des conditions de vie dans les pays moins développés que l'immigration peut être réduite.

Je trouve que ces nouvelles mesures sont aberrantes et que l'argent dépensé pourrait être mieux employé.

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

SAMY

le 6 juin 2012 - 19:10 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Frontex a pour but de lutter contre l'immigration ILLÉGALE, et il me semble que ce ne soit pas critiquable, à moins de considérer que l'immigration illégale n'est pas illégale... Comprendra qui pourra

Essayez d'immigrer par exemples au Japon ou, au Canada ou en Australie sans titre de séjour, vous verrez la différence de traitement... c'est direct dans l'avion ! Au canada, récemment, il a fallu une mobilisation sans précédent pour empêcher l'expulsion d'une famille de français dont l'un de leur enfant avait eu la mauvaise idée d'être handicapé, au motif qu'il coûterais trop cher à la Sécu canadienne... Je crois que ça se passe de tout commentaire ! Sans compter que pour obtenir un permis de séjour (immigration régulière) dans ces pays, les conditions sont draconiennes (il faut avoir un emploi, un logement, et souvent un tuteur).

Dans presque tous les pays développés non européens, les immigrés illégaux sont en effet traités comme des délinquants, alors qu'en Europe, je rappel qu'on n'a pas le droit de mettre en prison un étranger en situation irrégulière. La moindre des choses est donc qu'on fasse le maximum pour empêcher qu'ils entrent en Europe. Je ne comprends pas la polémique.

Aux politiques ensuite de mener une politique d'immigration intelligente et humaniste (immigration légale).

VOUS AIMEZ



5

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

MYLÈNE

le 6 juin 2012 - 22:14 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Merci Thomas pour cet article. Malheureusement, il ne vient que confirmer le constat déjà fait par les nombreuses associations d'aide et de protection des migrants (notamment Migreurop et ses rapport sur Frontex et le contrôle des frontières, La Cimade en France etc).

Samy, l'agence FRONTEX est critiquable à bien des égards: transgression des droits fondamentaux de l'être humain et des traités internationaux (notamment le non-respect du droit d'asile assuré par l'article 33 de la Convention de Genève sur les réfugiés le non-respect de la liberté de se déplacer consacré par l'article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; les traitements inhumains et dégradants condamnés par la Charte des Droits fondamentaux de l'UE etc).

*Et je précise qu'en Europe, contrairement à ce que nous dit Samy, les gouvernements ne se privent pas d'enfermer les étrangers et immigrés dits "illégaux". Je vous renvoie à la "carte des camps" qu'a dressé l'association Migreurop, et qui répertorie 250 à 300 camps en Europe:
http://www.migreurop.org/IMG/pdf/L_Europe_des_camps-2009-FR.pdf
En France ils prennent le nom de "centres de rétention administrative", en Belgique de "centre fermés": la diversité des appellations cache une même réalité, celle de la détention des migrants, de la privation de leur liberté et du non-respect de leurs droits fondamentaux.*

VOUS AIMEZ



4

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

HAFIDI JACQUELINE

le 12 juin 2012 - 20:17 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



de la même manière que les moyens les plus sophistiqués sont en réalité impuissants face à une guerrilla, on ne pourra empêcher des hommes de chercher des lieux où simplement vivre en leur qualité d'êtres humains.

Le monde s'entoure de murs, de palissades, de barbelés dérisoires et délétères

Le monde entier appartient à chacun, sans entraves, les entraves enferment ceux qui les bâtissent.

Je suis active dans la lutte pour les travailleurs sans papiers.

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

1 ping

L'Europe fermée de l'intérieur. « Mes coups de cœur le 6 juin 2012 - 20:27

[...] suite à lire sur : <http://owni.fr/2012/06/06/leurope-fermee-de-linterieur/> J'aime ceci:J'aimeJ'aime cet [...]